

LES ARRIERES

NOTRE CAUSE

Les temps sont difficiles sans doute, mais nous catholiques nous n'avons pas le droit de nous décourager. La lutte pour nos écoles peut encore durer quelque temps mais notre cause est trop bonne : elle ne peut pas être perdue.

POINT DE VUE DOCTRINAL

Et d'abord nous avons pour nous, au point de vue de la doctrine, la décision de nos évêques, décision appuyée par l'autorité même du Pape : les écoles neutres, publiques, communes, ont toujours été et seront toujours considérées comme contraires à la conscience catholique, et le règlement ne nous donne que des écoles neutres, publiques, communes.

POINT DE VUE CONSTITUTIONNEL

Au point de vue constitutionnel nous avons le jugement du Conseil Privé de Sa Majesté, jugement comme l'a très bien fait remarquer à la suite de tant d'autres l'hon. sénateur Bernier dans son discours au Sénat, qui fait un devoir au gouvernement de rendre aux catholiques les droits et privilèges qu'ils ont perdus en matière d'éducation par la loi de 1890 et l'amendement 1894.

POINT DE VUE SOCIAL

Mais plus encore, notre cause repose sur le droit naturel lui-même qui fait un devoir aux parents de faire donner à leurs enfants une éducation imprégnée de la véritable religion.

Et nous ajouterons que l'accomplissement de ce devoir est la seule base sur laquelle repose l'ordre social tout entier. Si les parents font donner à leurs enfants une éducation religieuse, en un mot si les écoles sont confessionnelles, l'ordre social sera ferme, inébranlable; si au contraire les enfants ne reçoivent pas cette éducation religieuse, s'ils fréquentent des écoles publiques, communes, neutres, l'ordre social sera tout ébranlé, parce que la base, le fondement lui fera défaut.

L'EXPERIENCE

Cette vérité qui semble peu comprise par certains de nos hommes politiques n'est plus même contestée par le plupart des hommes politiques de l'Europe.

En Europe aussi, en Hollande, en Allemagne, en Italie, en Angleterre, en Belgique, etc., etc., on avait voulu renverser les écoles confessionnelles et les remplacer par les écoles neutres, communes. Qu'est-il arrivé? Les hommes d'Etat de ces pays se sont aperçus de la grande faute qu'ils commettaient non pas seulement au point catholique, la plupart ne croyaient pas, mais au point de vue social; ils se sont aperçus qu'ils renversaient la société elle-même en élevant une génération d'hommes qui n'étant plus retenus par les grands principes de la loi morale, ne voyaient d'autre but à leur vie que la jouissance sans limite et sans frein.

Et ils sont revenus sur leurs actes : en Hollande, en Belgique les écoles confessionnelles ont été rétablies; en Angleterre, les hommes d'Etat protestants les ont reconnues et leur accordent l'appui, le secours du gouvernement; en Italie ceux qui ont emprisonné le Pape et pillé les biens de l'église présentent aujourd'hui aux Chambres une nouvelle loi pour que toutes les écoles redeviennent confessionnelles sous le contrôle des évêques; en Bavière un projet de loi va être rédigé dans la même sens, etc.

EN ARRIERE

Bref, ils sont plus avancés que nous. Nos politiciens sont arriérés, voilà tout. Ils sont en retard sur leur siècle. Puisse l'exemple des autres les éclairer.

Nous recevions ces jours-ci une lettre d'un vénérable prêtre d'Angleterre. Il nous écrivait entre autres choses : "Le mouvement le sécularisation des écoles a été très fort en Angleterre, il y a 20 ans. Aujourd'hui c'est une cause perdue, grâce en partie aux efforts admirables du Cardinal Manning, du cardinal actuel [card. Vaughan] et des Evêques. "Les politiciens canadiens sont seulement en retard de 20 ans sur les politiciens anglais." The Canadian politicians are only 20 years behind the English!

Etre arriérés de vingt ans! Et prétendre être les apôtres de la lumière du siècle! C'est fort! Pour nous "qui ne sommes pas arriérés," nous voulons continuer à réclamer nos écoles confessionnelles envers et contre tous!

Et nous les réclamons, parce que nous y avons droit de par la constitution expliquée par le Conseil Privé;

Nous les réclamons parce que la conscience catholique ne peut s'accommoder d'autres écoles;

Nous les réclamons parce que nous y avons droit, de par le droit naturel;

Nous les réclamons parce qu'elles sont nécessaires au bien de la société!—Le Manitoba.

PARLEMENT FEDERAL

LE GOUVERNEUR ET LES NOMINATIONS DE 1896

3 Mai—Sir Charles Tupper demande "copie de la cédule B, déposée sur la table de la Chambre à la dernière session, faisant connaître les recommandations du bureau de la trésorerie, telles que soumises par un rapport du conseil à Son Excellence le Gouverneur-Général, les 6 et 7 juillet 1894, et destinées à être approuvées par lui; aussi, un état démontrant l'action prise par le gouvernement sur chacune de ces nominations par ordre en conseil approuvé par Son Excellence; ou, dans le cas où aucune action n'a été prise, la raison de ce faire."

A l'appui de sa motion, sir Charles rappelle qu'après la défaite de M. Mackenzie par une écrasante majorité, en 1878, le Gouverneur-Général de l'époque, lord Dufferin, sanctionna 116 nominations et 17 promotions faites par le gouvernement défait. Dans le nombre il y avait des nominations à la cour Suprême, aux cours de comté et autres positions de la plus haute importance. Néanmoins, lord Dufferin les sanctionna toutes, comme c'était son devoir constitutionnel de le faire.

L'an dernier, le gouvernement conservateur fut défait par une faible majorité et lord Aberdeen, rompant avec les traditions et les précédents refusa son approbation à 26 recommandations de ses ministres. Il fit un choix dans ces recommandations et déclara qu'une partie d'entre elle serait approuvée, sans ratification des nouveaux ministres. Ceux-ci firent rapport à la Chambre que certaines de ces nominations seraient maintenues. Or, le croirait-on, toutes ces nominations sont encore en suspens et pas une seule des personnes ainsi désignées par le Gouverneur, avec l'approbation de ses ministres, n'a reçu encore avis de sa nomination. Il serait difficile de trouver plus flagrante insulte au représentant de la Couronne; sans compter que

toutes ces personnes ainsi tenues en suspens et mises dans l'impossibilité de savoir quel sort leur est réservé auront droit en justice à des compensations à même le trésor public.

LE TREMBLEMENT DE TERRE AUX ANTILLES

New-York, 3 —Le "New-York Journal" a reçu de St-Thomas des détails compléments sur le tremblement de terre qui s'est produit ces jours derniers aux Antilles. A la Pointe-à-Pitre, le principal port de la Guadeloupe, la secousse la plus violente a eu lieu jeudi matin un peu après dix heures; elle a duré 40 secondes et, dans ce court espace de temps, a causé d'énormes dégâts. De tous les côtés des églises, des magasins, des maisons se sont écroulés, ensevelissant sous leurs ruines un grand nombre de personnes. La catastrophe a été si soudaine, si inattendue que, pendant plusieurs minutes les gens ne savaient quoi faire, s'ils devaient rester ou se sauver en prévision de nouvelles secousses. Quand le premier moment d'effroi a été passé, on s'est rendu compte de l'échec : plus de cent maisons étaient complètement démolies, et du milieu des débris on a retiré quatre morts et quarante blessés, qui sont pour la plupart dans un état désespéré.

Bien que les tremblements de terre ne soient pas rares aux Antilles, cette dernière secousse a été l'une des plus violentes qu'on y ait jamais ressenties, et elle a jeté la consternation à la Pointe-à-Pitre et dans toute l'île. Les magasins de la ville et les différents bureaux sont restés fermés pendant plusieurs jours. Les obsèques des victimes, auxquelles assistait le gouverneur entouré de son état-major, ont eu lieu au milieu d'un grand concours de population et ont donné lieu à des scènes émouvantes.

FAMINE EN ESPAGNE

New York, 3 — Une dépêche de Londres dit ce qui suit : Si l'Europe était moins occupée à suivre les péripéties de la guerre, l'état de choses qui existe dans les provinces du sud de l'Espagne attirerait l'attention universelle. Pendant que le gouvernement dépense des millions pour réprimer l'insurrection cubaine, des milliers de personnes souffrent de la faim et meurent d'inanition. Une semblable situation serait considérée comme une disgrâce par tout autre gouvernement européen, mais il semble que le gouvernement espagnol est inaccessible à tout sentiment de honte. La reine régente Chassiana a demandé en vain à son gouvernement de prendre des mesures immédiates pour venir au secours de ce pauvre peuple et de suspendre s'il le faut, l'envoi de troupes à Cuba pour réaliser les fonds nécessaires.

Cette famine est due aux mauvaises récoltes de ces dernières années.

Les cultivateurs sont partout ruinés, ce qui n'a pas empêché les collecteurs du revenu d'user d'une rigueur extrême dans la collection des taxes, qui s'élèvent à des sommes exorbitantes depuis le commencement de la guerre à Cuba.

Des bandes de paysans désespérés parcourent la campagne et se livrent à toutes sortes d'excès.

Les bureaux de collection de taxes ont été pillés et brûlés et le gouvernement n'a ni troupes pour réprimer ces désordres ni argent pour nourrir les affamés.

VICTOIRE ESPAGNOLE

La Havane, 3 — Santiago de Cuba, occupé par le général Calixto Garcia, et ses 6,000 Cubains, est tombé de nouveau au pouvoir des troupes espagnoles commandées par le général Gomez Buberle, et appuyées par les forces navales sous les ordres de l'amiral Navarro. Les Espagnols ont débarqué leur artillerie sous un feu nourri parti des positions des insurgés. Ils se sont avancés sous la protection du feu des vaisseaux et se sont emparés des fortifications des insurgés après avoir perdu une quarantaine d'hommes. Les Cubains ont abandonné une grande quantité de vivres et de munitions.

ANARCHISTES CONDAMNES A MORT

Barcelone, 3 — Vingt-six anarchistes viennent d'être condamnés à mort pour complicité dans l'attentat du 7 juin. On se rappelle que, ce jour-là, une bombe a été jetée au milieu d'une procession qui se rendait à l'église Santa Maria del Mar. Douze personnes ont été tuées raides et une cinquantaine d'autres blessées.

DO NOT FORGET

that we have all kinds of commercial Blanks on hand, cheaper than can be had elsewhere.

Deeds, Bill of sale, etc.

The Pocket Promissory Note Book, 100 Forms, with elastic band—Price 50 cents.

Bill of Sale Notes in book. Price 25, 40, 60 & 75 cents per book.

Receipt Forms, Nicely bound in books—30 cents per book.

Notes nicely bound—Best Linen Bond Paper—40 cent per book.

Notes, Bound in board cover Blue Ink—25 per book.

10 thousand envelopes at 6, 7, 8 and 10 cents per Pkgs. Big discount in larger lots.

All kinds of commercial printing at low price

L'IMPARTIAL OFFICE TIGNISH, P. E. I.

Orders by mail promptly attended to.

Sales for 1895 -168,327 Boxes Our Native Herbs

The Great BLOOD PURIFIER

LIVER REGULATOR

200 days' Treatment for 1.25

Composed of Herbs, barks and Roots.

And will positively cure all Diseases arising

FROM IMPURE BLOOD

Each Box of "Our Native Herbs" contains a printed guarantee to cure all of the above Diseases or the Money will be refunded

Sold only by NEIL MCKINNON

Box 286 Summerside, P. E. I. Can.

Ripans Tabules cure liver troubles. Ripans Tabules for sour stomach. Ripans Tabules cure indigestion. Ripans Tabules: gentle cathartic.

CHEAPEST

AND

BEST

CHAIRS

—IN—

P. E. I.

—X—

Make—

them ourselves

—X—

WRITE

FOR CUTS

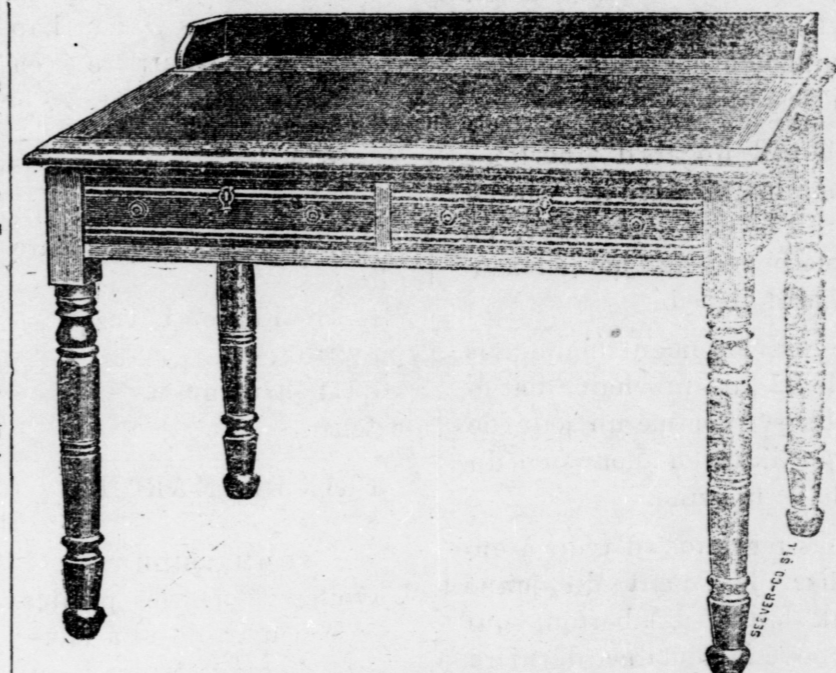
AND PRICES.



SCHOOL

FURNITURE

Good, Strong & Cheap



MARK WRIGHT & CO.

Charlottetown

WRITE FOR PRICES. Jan. 16 '96.

HAVE YOU A LEAKY ROOF?

Have you a roof that you have tried all kinds of Roofing on and cannot get tight and waterproof? If you have such a roof, you should try Canvas Roofing and then you will be happy.

CANVAS READY ROOFING

Is cheaper and better than Shingles for a pitch or pitch roof and gravel for a flat roof.

Will Turn The Water Every Time

And is the Cheapest and best Roofing in the Market Can be seen in use on Schurman, Lefurgey & Co's drying house at the rear of their New Mill, or on D. Rogers' dwelling house, or W. P. Rogers' dwelling house on Church Street.

For Sale by

D. ROGERS & SON

Summerside, June 10, 1896.

One of the most useful things YOU CAN HAVE IS A



2/3 OF FULL SIZE OPEN.

Blair Security Fountain Pen.

They being always ready at any time or place to write. They save the loss of time and labor required in reaching for ink. The writing is more uniform, the train of thought is not interrupted. They improve the hand, and save their cost in a short time in the outlay of steel pens and pencils, as they take the place of either and will last a lifetime.

A THIRTY DAY'S TRIAL WILL COST YOU NOTHING

PRICES No. 1 Gold Pen, fine point, at \$1.75. No. 2 Gold Pen, fine or stub point, 2.00. No. 3 Gold Pen, fine or stub point, 2.50. No. 4 Gold Pen fine or stub point, 3.00.

Handsomely Chased and Gold Mounted, 75 cents extra, Send all orders to BLAIRS FOUNTAINE PEN CO., 141 Broadway, NEW YORK.

NOTES, RECEIPTS, Envelopes

